

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE GRACIEUX DE BIEN IMMOBILIERS

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La ville de Montélimar, Hôtel de Ville, place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTE LIMAR Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal, ci-après dénommée « **La Ville** »,

D'une part,

ET

L'Association « UMS SPORT BOULES », association loi 1901, déclarée en Préfecture le 28 janvier 1972, ayant son siège social au 58 Route d'Espeluche – Stade Bouliste – 26200 MONTE LIMAR, représentée par son Président Monsieur Jean-Marc AUDIGIER, Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'autre part.

IL A ETE ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Ville met gracieusement à la disposition de l'Association, qui l'accepte, suivant les stipulations ci-après, des locaux sis 58 Route d'Espeluche – Stade Bouliste à Montélimar (26200) et cadastré section ZM, parcelle 1, d'une superficie de 1 527 m², ci-après dénommé « le bien ».

ARTICLE 2° : AUTRES CONTRIBUTIONS DE LA VILLE

La Ville assurera les locaux en qualité de propriétaire et prendra également à sa charge les frais d'eau, d'électricité et de chauffage, à l'exception toutefois des frais de téléphonie et d'entretien courant des locaux.

La Ville assume également la charge de la maintenance et du contrôle obligatoire des installations techniques (alarmes, extincteurs...).

ARTICLE 3° : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Article 3.1 : Incessibilité des droits

Il est rappelé que la présente mise à disposition relève d'un droit d'occupation temporaire, précaire et révocable. La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

De même, l'Association s'interdit de sous-louer tout ou partie du bien mis à disposition et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.

Article 3.2 : Usage des biens

L'Association s'engage à user des biens mis à disposition par la Ville en « bon père de famille » selon l'expression consacrée et à avertir immédiatement cette dernière de tout défaut ou dégradation constatée et également de tout dysfonctionnement ou remise en état des matériels concourant à la sécurité des bâtiments.

L'Association reconnaît avoir une parfaite connaissance du bien. Elle le prend donc en l'état actuel et s'engage à respecter notamment les consignes concernant le descriptif des locaux suivant :

- Tout stockage de produits dangereux ou inflammables est strictement interdit,
- Tout stockage de matériel est également interdit,
- La vacuité des circulations devra être respectée jusqu'à la voie publique,
- Aucune multiprise n'est autorisée dans les locaux.

Un état des lieux des biens mis à disposition assorti si nécessaire d'un inventaire mobilier, sera établi conjointement entre le responsable désigné par la Ville et celui de l'Association lors de la prise de possession des biens ainsi qu'à la fin de la présente convention et y sera annexé.

Article 3.3 : Charges et conditions

L'Association s'engage à payer les charges de téléphonie et devra pourvoir à l'entretien et au nettoyage régulier des locaux.

L'Association devra supporter, le cas échéant, la gêne passagère entraînée par les grosses réparations que la Ville pourrait être amenée à effectuer dans les lieux. Elle devra en faciliter l'accès et ne pourra réclamer aucune indemnité quelle que soit la durée des travaux.

Aux termes de la convention, et avant son départ, l'Association doit s'assurer de laisser les biens en l'état de la situation indiquée à l'article 3.2 ci-dessus. En cas de manquement, les éventuels travaux de remise en état pourront y être pourvus d'office aux frais et risques de l'Association.

Article 3.4 : Responsabilités

Toute détérioration des biens mis à disposition provenant d'une négligence ou d'un défaut d'entretien si celui-ci doit être assumé par l'Association, devra faire l'objet d'une remise en état ou s'il y a lieu, d'un remplacement aux frais de cette dernière.

L'Association ne pourra entreprendre de travaux, ni effectuer d'aménagement dans et/ou sur les biens quelle que soit l'ampleur de ceux-ci, sans le consentement écrit du représentant légal de la Ville et plus particulièrement en ce qui concerne une éventuelle modification ou extension de l'installation électrique y compris l'ajout de prises.

L'Association devra se conformer à la législation relative à l'interdiction de l'affichage sauvage tant en termes d'esthétique environnementale (article L.581-29 du Code de l'Environnement) qu'en termes de sécurité routière et principalement sur les voies ouvertes à la circulation publique (article R.418-1 à R.418-9 du Code de la route).

Article 3.5 : Assurance

L'Association atteste à la signature de la présente convention avoir souscrit les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs, l'incendie, les recours des voisins, les dégâts des eaux, les dégâts dus au gel, les explosions de gaz, les bris de glace, et généralement tout risque quelconque susceptible de causer des dommages aux biens immobiliers ou mobiliers et aux matériels.

L'Association s'engage à adresser à la Ville, dans un délai maximum de dix (10) jours suivant la date de la signature de la présente convention et avant toute possession des biens, une attestation portant mention de l'étendue des garanties souscrites tant vis-à-vis des tiers que de la Ville.

La Ville se réserve la possibilité de demander à l'Association de souscrire une assurance complémentaire si les garanties présentées sont jugées insuffisantes.

L'Association s'engage enfin à payer les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Ville ne puisse en aucun cas être inquiétée.

Article 3.6 : Dispositions relatives à la sécurité

L'Association reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que les consignes particulières données par le chef d'établissement et s'engage à les respecter et à les faire respecter par les participants, compte tenu de l'activité envisagée.

L'Association devra veiller à la bonne utilisation du système d'alarme et à la fermeture des accès en quittant les lieux.

Pendant l'utilisation des locaux mis à disposition, l'Association s'engage également à assurer leur gardiennage ainsi que celui des voies d'accès, notamment par le contrôle des entrées et des sorties des participants à l'activité exercée par l'Association.

L'accès des locaux devra également être autorisé au personnel de la Ville et/ou bureaux de contrôle mandatés par cette dernière aux fins de procéder aux vérifications annuelles (extincteurs, gaz, électricité, alarme, ...).

ARTICLE 4° – DURÉE ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa signature.

Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes d'un (1) an sans toutefois que sa durée totale puisse excéder trois (3) ans et sauf dénonciation par la Ville ou l'Association par lettre recommandée avec avis de réception postal adressée au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période annuelle en cours.

À l'expiration de la présente convention, soit par l'arrivée normale de son terme, soit en cas de résiliation anticipée, les aménagements effectués par l'Association dans le respect des dispositions de l'article 3.4 ci-dessus seront, de plein droit et sans indemnités, propriété de la Ville.

ARTICLE 5° : RÉSILIATION

Outre la possibilité de dénonciation, tel que précisé dans l'article 4° ci-dessus, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Ville en cas de non-respect de la présente convention et en cas de dissolution de l'Association.

ARTICLE 6° : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7° : LITIGES

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre la Ville et l'Association au sujet de l'application ou de l'interprétation des présentes feront, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera du ressort du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Montélimar le
En deux (2) exemplaires originaux

Pour l'Association

Pour la Ville

Le Président

Le Maire

Annexe 1

A la Convention de mise à disposition à titre gracieux de biens communaux

ÉTAT DES LIEUX

Annexe 2

A la Convention de mise à disposition à titre gracieux de biens communaux

PLANS